L'Abeille de la Nouvelle-Orléans

Bureaux : 73 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLÉANS.

DIMANCHE, 21 MARS 1886.

PETITES ANNONCES.

National Laundry.—Blanchissage.—Chemises, 10 cts; cols et manchettes, 18 cts la douzaine; linge de dessous, 8 cts pièce. No 29 rue St-Louis. 21 mars—1f

A VENDRE.

EPICERIE ET CAFÉ a vendre dans le 2nd District. S'adresser à J. H. Hill, bureau de l'Abeille. 21 mars—4 f.

A LOUER.

373 RUE DU CANAL. Un étage composé de 3 grandes chambres avec gaz, office, grande galerie. $15 par mois. 21 mars—1f

DEMANDÉS.

ON demande—Une bonne cuisinière avec référence. Se présenter de suite au No 219 rue des Remparts, entre Dumaine et St-Philippe. 21 mars—1f

ON demande une femme jeune ou d'un âge moyen, femme de couleur préférée comme garde-malade d'enfant et s'occuper du ménage d'une petite famille. Les meilleures recommandations requises. S'adresser 39 rue Prytanée, entre Terpsichore et Enterpe.

LEÇONS de piano et de français.—Madame Serres, de Paris, élève de Marmontel, du Conservatoire de Paris, reçoit institutrice devant l'académie de la Seine, munie des meilleures certificats de familles de Mexico, qu'elle vient de quitter à cause de son climat, offre de donner des leçons de piano, de français, histoire, géographie, etc., aux meilleures conditions. S'adresser 67 rue Dauphine.

Monsieur Serres Français, comptable, désire trouver emploi de comptable, caissier, teneur de livres, etc. Références des premières maisons de commerce de Mexico, Cuba et Nouvelle-Orléans de langue anglaise, espagnole. S'adresser 67 rue Dauphine. 17 mars—10f—t12

OFFICIEL.

Exposé du Fonds des dépenses judiciaires de la Paroisse d'Orléans pendant l'année expirée le 31 décembre 1885.

DÉPARTEMENT DE L'EXÉCUTIF, } État de la Louisiane. }

CONFORMÉMENT aux dispositions de la loi No 136 de l'Assemblée Générale de l'État de la Louisiane approuvée le 10 août 1880, nous, SAMUEL LOCKETT, LE FLEUR, Gouverneur, et Oscar Arroyo, Secrétaire d'État, après avoir examiné et comparé les états-rapports judiciaires qui nous ont été soumis par la loi pour la mise à exécution des dispositions de l'Acte précité et qui sont entre autres l'autorité de l'Article 145 de la Constitution de l'État et qui sont actuellement la Constitution de l'État, et qui sont actuellement entre les mains de l'Agent Fiscal, de l'Auditeur Fiscal, de l'Auditeur des Comptes Publics et du Trésorier de l'État, des Comptes Publics et du Trésorier de l'État, des comptes des timbres vendus, le produit qui en a été retiré et le montant qui en a été déduit de la vente et la manière dont il a été disposé pour le compte des fonds des dépenses judiciaires de l'État; nous sommes arrivés au résultat suivant, établi dans les livres de l'Agent Fiscal, de l'Auditeur des Comptes Publics et du Trésorier de l'État, et que nous certifions correct.

Montant des timbres judiciaires entre les mains de l'Auditeur des Comptes publics, le 31 décembre 1884, d'après l'exposé officiel de cette date..... $298,250 00

Montant des timbres judiciaires entre les mains de l'Agent Fiscal le 31 décembre 1884, ainsi qu'il appert de l'exposé susdit..... $100,000 00

Montant des timbres judiciaires entre les mains de l'Agent Fiscal le 31 décembre 1885, cent mille piastres..... $100,000 00

Montant des timbres judiciaires retirés par l'Agent Fiscal du bureau de l'Auditeur des Comptes Publics pendant l'année 1885, cent quatre-vingt-dix-huit mille deux cent cinquante piastres..... $198,250 00

Montant des timbres judiciaires entre les mains de l'Agent Fiscal le 31 décembre 1885, cent mille piastres..... $100,000 00

Montant des timbres judiciaires retirés par l'Agent Fiscal du bureau de l'Auditeur des Comptes Publics pendant l'année 1885, cent quatre-vingt-dix-huit mille deux cent cinquante piastres..... $198,250 00

Montant total des timbres judiciaires entre les mains de l'Agent Fiscal pendant l'année 1885, trois cent soixante-sept mille trois cents quinze piastres vingt-trois cts..... $367,315 23

Montant des timbres judiciaires vendus par l'Agent Fiscal du 1er janvier 1885 jusqu'au 31 décembre 1885, inclusivement. Quatre-vingt mille sept cent trente-cinq piastres quatre-vingt-six cts..... $80,735 86

Montant total des timbres judiciaires entre les mains de l'Agent Fiscal, le 31 décembre 1885, deux cent soixante-treize mille cinq cent soixante-dix-neuf piastres trente-sept cts..... $273,579 37

Montant des timbres judiciaires entre les mains du Trésorier d'État, le 31 décembre 1884, ainsi qu'il appert de l'exposé susdit du 10 janvier 1885, dix mille six cent six piastres, quatre-vingt-sept cts..... $10,606 87

Balance des timbres judiciaires entre les mains de l'Auditeur des Comptes Publics, le 31 décembre 1885, cent mille piastres..... $100,000 00

Balance des timbres judiciaires entre les mains de l'Agent Fiscal, le 31 décembre 1885, deux cent soixante-treize mille cinq cent soixante-dix-neuf piastres trente-sept cts..... $273,579 37

Montant des timbres judiciaires entre les mains du Trésorier d'État, le 31 décembre 1885, dix mille six cent six piastres quatre-vingt-sept cts..... $ 10,606 87

Montant total des timbres judiciaires entre les mains de l'Auditeur des Comptes Publics, de l'Agent Fiscal et du Trésorier d'État, le 31 décembre 1885, trois cent quatre-vingt-quatre mille cent quatre-vingt-six piastres vingt-quatre cts..... $384,186 24

Et nous certifions en outre que, après examen des livres de l'Auditeur des Comptes Publics, celui-ci a émis des warrants contre le Fonds des dépenses Judiciaires, pendant l'année finissant le 31 décembre 1885, en paiement des montants suivants et pour les objets ci-après établis, savoir:

Articles de bureau et fournis aux différentes offices de la Paroisse d'Orléans qui y ont droit en vertu de l'Acte précité No 136 de 1880, cinq mille sept centaines quatre piastres cinquante quatre cts..... $ 5,164 54

Pour les honoraires et appointements des aux divers officiers et employés de la Paroisse d'Orléans qui sont payables du Fonds susdit du 1er janvier 1885 jusqu'au 31 décembre 1885, inclusivement, quatre-vingt-quatre mille trois cent quatre piastres quatre-vingt-seize cents..... $84,304 45

Remboursement du montant émis en vertu de la section 13 de la loi 136, session régulière de 1880, quatre-vingt-six piastres quarante cents..... $86 40

Montant total des warrants émis par l'Auditeur des Comptes publics contre le Fonds des Dépenses Judiciaires du 1er janvier 1885 au 31 décembre 1885 inclusivement, quatre-vingt-dix-neuf mille neuf cent cinquante-cinq piastres trente-neuf cents..... $89,555 39

En foi de quoi nous avons apposé nos signatures officielles, accompagnées du Sceau de l'État de la Louisiane, en la ville de Baton Rouge, le cinquième jour du mois de janvier de l'année de Notre Seigneur mil huit cent quatre-vingt-six.

(L. S.)

S. D. McENERY, Gouverneur de la Louisiane. OSCAR ARROYO, Secrétaire d'État.

SIGNAUX D'INCENDIE.

SIXIÈME DISTRICT.

(Ville de Jefferson.)

Boîtes.

3 Station des chars, Tchoupitoulas, entre l'Avenue de la Louisiane et rue Tolédano.
4 Coin des rues Toledano et Magazin
5 Coin des rues Prytanée et Valetta
6 Coin des rues Apollo et Amélia.
7 Coin des rues Apollo et Marengo.
8 Coin des rues Camp et Foucher.
9 Coin des rues Peniston et Colisée.
12 Coin des rues Magazine et Austerlitz
13 Coin des rues Amélia et Jersey.
14 Coin des rues Constantinople Tchoupitoulas.
15 Coin des rues Marengo et Prytanée
16 Marché Jefferson.
17 Coin de l'Avenue Napoléon et de rue Tchoupitoulas.
18 Station des Chars, Avenue Napoléon et rue St-Charles.
19 Coin des rues Colisée et Iena.
21 Coin des rues Tchoupitoulas et Valence.
23 Coin des rues Magazine et Valeu
24 Station des Chars, coin des rues Ly et Pitt.
25 Coin des rues Soniat et Magazine.
26 Coin des rues Soniat et Tchoupitoulas
27 Coin des rues Joseph et Tchoupitoulas.
28 Station des Chars, coin des rues Magazine et Octave.
31 Coin des rues St-Charles et Dufossat
32 Coin de la rue St-Charles et de l'Avenue Nashville.
33 Rue Laurel, entre la rue Calhoun le Boulevard Park.
35 Coin de l'Avenue Henry Clay et la rue St-Charles.
36 Louisiana Retreat.
41 Coin des rues Broadway et Levée.
42 Coin des rues St-Charles et Low line.
43 Bâtisse de l'Exposition.
52 Bâtisse de l'Exposition

Succession de Pierre Némours Lauve.

COUR CIVILE DU DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 134,606—Division A.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées à agir à delaire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons qu'elles ont pour empêcher le compte provisoire présenté par Mme Veuve Pierre Nemours Lauve, administratrice de cette succession, pour ne point être homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la cour.

W. J. McGEEHAN, Greffier.

18 mars—19,23,27.

A.S.L.

Rappelez-vous

Que cette loterie est la seule qui ait été votée et ratifiée par le peuple d'un État.

TOUS LES LOTS GAGNANTS PAYÉS EN PLEIN.

GRANDE CHANCE

—POUR—

UNE FORTUNE!

Le Grand Tirage Mensuel

A $5 00

CLASSE D,

DE LA COMPAGNIE DE

LOTERIE

DE L'ETAT

DE LA LOUISIANE

Aura lieu à la

Nlle - Orléans, Lne.,

MARDI, 13 Avril 1886.

GRAND CHANCE

—POUR—

GROS LOT

$75.000

1,967 Lots, montant en tout à $265,500.

Le tirage commencera positivement

A ONZE HEURES A. M.,

—A—

L'ACADÉMIE DE MUSIQUE,

VOYEZ LE PLAN.

PLAN EXTRAORDINAIRE,

100,000 Billets à $5 chacun.

Billet entier, $5; Fractions—Cinquièmes en proportion.

A vendre à toutes les agences de la Nouvelle-Orléans et au bureau de la COMPAGNIE DE loterie de l'Etat de la Louisiane.

Les demandes de prix pour les clubs ne doivent être adressées qu'au bureau de la Compagnie, à la Nouvelle-Orléans.

Pour plus de renseignements, écrire très lisiblement, en donnant son adresse.

IMPORTANT.

Remises par Postal Notes, Express Money Order, Change de New York ou traites sur la Nouvelle-Orléans.

Les lettres renfermant de l'argent devront toujours être envoyées par l'Express.

(Nous payons les frais d'express sur toutes les sommes de $5 ou plus.

S'adresser à

M. A. DAUPHIN,

Nouvelle-Orléans, Lne.

P. O.

Adresser vos lettres enregistrées et faire mandats sur la poste (money orders payables à

New Orleans National Bank, New Orleans, La.

Migraines. — Maux de Tête

GUARANA

de GRIMAULT & Cie Pharm. à Paris

Un seul paquet de cette poudre végétale et naturelle, délayée dans un peu d'eau sucrée, suffit pour faire disparaître les maux de tête, migraines ou névralgies les plus violents. Son action tonique lui donne une efficacité incontestable contre les coliques.

Dépôt à Paris, 8, Rue Vivienne.

PÂTE & SIROP

DE SÈVE DE PIN MARITIME

de LAGASSE, Pharmacien à Bordeaux.

Les personnes faibles de poitrine, celles atteintes de:

Toux — Rhumes — Grippes
Catarrhes — Bronchites
Enrouements
Extinction de voix — Asthme

sont certaines de trouver un soulagement rapide et guérison dans l'emploi des principes balsamiques de ce pin maritime concentrés dans le Sirop et la Pâte de Sève de Pin maritime de Lagasse.

Dépôt à Paris, 8, rue Vivienne ET DANS LES PRINCIPALES PHARMACIES

Le Renovateur des Cheveux

DE HALL,

VÉGÉTAL SICILIEN.

(Hall's Hair Renewer.)

A été la première préparation parfaitement adaptée à la guérison des maladies du cuir chevelu, et la première aussi à rendre, aux cheveux gris et décrépis leur couleur primitive, leur croissance et le lustre brillant du jeune âge. De nombreuses imitations ont suivi, mais aucune ne possède les éléments requis pour la conservation de la chevelure et du cuir chevelu. Le RÉNOVATEUR DES CHEVEUX DE HALL a constamment grandi dans l'estime publique, et sa renommée s'est propagée dans toutes les parties du globe, tant il répond à un besoin général.

Le succès sans précédent qu'il a obtenu n'est dû qu'à une cause : "Il tient ce qu'il promet."

Les propriétaires du RÉNOVATEUR ont été souvent surpris de recevoir des commandes des pays les plus éloignés, alors qu'ils n'avaient rien fait pour introduire leur préparation dans ces contrées.

Le RÉNOVATEUR DES CHEVEUX DE HALL, même employé pendant un temps très court, produit un effet favorable à l'apparence personnelle.

Il nettoie le cuir chevelu de toute impureté, guérit toutes les humeurs, la fièvre, empêche les cheveux de devenir secs, par conséquent la calvitie n'est plus à craindre. Il stimule l'action des glandes affaiblies, et les met à même de produire une nouvelle croissance.

Les effets de cette préparation ne sont pas passagers, comme ceux des préparations alcooliques, ils restent longtemps, ce qui la rend supérieure et économique.

(Buckingham's Whisker Dye.)

La Teinture de Buckingham pour les Favoris

Change à volonté la barbe et les favoris en un châtain foncé naturel ou en noir. La couleur est permanente et ne disparaît pas en se lavant. La préparation étant simple on l'applique facilement.

PRÉPARÉS PAR

R. P. Hall & Co., Nashua, N. H.

Chez tous les marchands de Médecines.

ANNONCES JUDICIAIRES

VENTES PAR LE SHERIF.

ANNONCE JUDICIAIRE.

Lafayette Fire Insurance Co. of New Orleans vs Mme Mary Shaeffner, (née Hertz) femme de James Work et James Work en garnie.

COUR CIVILE DU DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans. No 16,062.—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Cour Civile du District pour la Paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, Cyprien Trépagnier, à la Bourse d'Echange Arcade, rue des Magasins, entre la rue Gravier et le Passage Natchez, dans le Premier District de cette ville, le SAMEDI, 17 avril 1886, à midi, la propriété décrite ci-dessous, à savoir:

Deux certains lots de terre avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, droits voies, privileges et dépendances qui y appartiennent ou quelque sorte, situes dans le Quatrieme District de cette ville, dans l'Ilet borné par les rues Ste Marie, Laurel, Constance et St Andrée, désignés par les numéros un et deux en commençant au pan coupé en face de l'angle Charles Stringer, ancien notaire, le 6me jour d'octobre 1869.

Les dits lots mesurent comme suit : Le lot numéro un forme l'encoignure des rues Ste Marie et Laurel et mesure trente-sept pieds cinq pouces de front sur la rue Laurel sur toute la profondeur et de cinquante-huit pieds un pouce et six lignes; et le lot numéro deux touche au lot numéro un et mesure vingt-quatre pieds neuf pouces de face à la rue Laurel sur une profondeur de cinquante-huit pieds un pouce et six lignes.

Etant la même propriété que la dite Mme Marie Shaeffner (Shaeffner) a acquise de Mr Tardy et autres, conformément à un acte passé pardevant Charles Stringer, ancien notaire, en date du 6 octobre 1869.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions de la vente—A douze (12) mois de crédit, l'acquéreur sera requis de fournir une caution reconnue et agréée au moment de l'adjudication pour le montant de son enchère, portant 7 pour cent par an de la date de la dite adjudication jusqu'à parfait paiement, et devra aussi payer comptant, dix-sept cents ($200) pour couvrir les frais et les charges, et aussi un montant comptant suffisant pour couvrir le montant des taxes dues, et 5 pour cent de frais d'avocat sur le montant de l'adjudication. Lesquels paiements comptant seront tous mis au crédit du compte de la dite sécurité.

Bureau du Marshal des Etats-Unis, Nouvelle-Orléans, 15me jour de mars 1886.

R. B. PLEASANTS,

Marshal des Etats-Unis pour le District Est de la Louisiane.

17 mars—17, 20, 27—avril 3.

ANNONCES JUDICIAIRES

VENTES PAR LE SHERIF.

ANNONCE JUDICIAIRE

Meubles! Meubles! Meubles!

Martin Sloan vs J. W. Lee.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans—No. 15,928—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'encan, sur les lieux ci-après désignés, le LUNDI, 22 mars 1886, à 10 heures A. M., de la propriété décrite ci-dessous, à savoir:

Un lot de meubles de maison, effets mobiliers divers, etc., contenu dans le local No 369 rue des Magasins, conformément à un inventaire enregistré dans mon bureau.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant sur les lieux.

THOMAS DUFFY,

Shérif Civil de la paroisse d'Orléans.

10 mars—10,15,20 21

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans.—Jugement a été rendu par cette Cour dans l'affaire ci-après, intitulée dans le langage et avec les chiffres suivants, savoir: Lucie Huet Herbelin vs. Jules Herbelin.—No 16,586.—Sur motion de F. L. Fourchy, avocat de la demanderesse et sur la preuve fournie à la Cour à l'appui de la demande de la demanderesse la loi et le témoignage étant en sa faveur. Il est ordonné, adjugé et décrété que le jugement par défaut enregistré, le 4 février 1886, soit maintenant confirmé et final, et, conformément à un tel jugement en faveur de la demanderesse, Lucie Huet Herbelin et contre le défendeur Jules Herbelin, son époux, décrétant une dissolution de la communauté des biens et acquets, et une séparation de propriété entre eux dès et à partir de la date de la dite demande qu'il y ait jugement contre son dit époux, Jules Herbelin, le défendeur, pour la somme de deux mille cinq cents piastres, avec intérêt légal du 19 avril 1879, jusqu'à parfait paiement et les frais du procès.

(Signé le 23 février 1886.)

W. T. HOUSTON, Juge.

En foi de quoi j'ai apposé ici ma signature et le sceau de la Cour Civile de District pour la Nouvelle-Orléans, ce 13me jour de mars, de l'année dix huit cent quatre-vingt-six.

CHAS. T. PARENT,

Député-Greffier.

18 mars—3f en dix jours.

ANNONCE JUDICIAIRE.

John McCloskey vs. Norfiet Johnson.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans, No 16,409—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District, pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je vendrai au plus fort enchérisseur, le SAMEDI, 3 avril 1886, à midi, à la Bourse d'Echange et l'Arcade, rue Magazine, entre Gravier et Natchez Alley, en la ville de la Nlle-Orléans, la propriété décrite ci-dessous, à savoir:

Deux terrains situés et se trouvant dans le Premier District de cette ville, dans l'Ilet borné par les rues Commerce, Gravier, Loyez et Salcedo, et désignés par les numéros neuf et dix, conformément à un plan fait par Castalan Cellès, en date du 20 mars 1866, et déposé comme référence au bureau de Recorder, lesquels terrains mesurent comme suit: Le dit numéro neuf, trente pieds onze pouces et trois lignes de front sur la rue Loyez, et le lot numéro dix, trente pieds onze pouces de face à la dite rue Loyez, sur une profondeur égale de cent vingt pieds dix pouces et trois lignes sur la ligne qui les divise du lot numéro trois et cent vingt-et-un pieds sur la ligne qui le divise du lot numéro cinq, et le lot numéro cinq mesurant trente pieds onze pouces et trois lignes de face à la dite rue New Levee et vingt-trois pieds neuf pouces et cinq lignes de face à la rue Gravier sur une profondeur de cent vingt-deux pieds sur la ligne qui la divise du lot numéro quatre et cent vingt-et-un pieds un pouce et cinq lignes de la ligne qui le sépare du lot numéro six, le tout un pied amélioré.

Acquis par les défendeurs de Mme Henriette Davidson, par acte passé pardevant Wm J. Castell, ancien notaire, le 2 juillet 1884.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant sur les lieux.

THOMAS DUFFY,

Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.

18mars—18,25—avril 1 8 15 22

ANNONCE JUDICIAIRE.

Grande vente de meubles de valeur, &c.

Le 16me jour de la rue Bourse.

Lafitte & Dublio, agents de Mme Veuve Louis Jerrison et als vs Eva Thompson.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 16,621.—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, Pyndras Fiérran, à la Bourse d'Echange Arcade, rue des Magasins, entre la rue Gravier et le Passage Natchez, dans le Premier District de cette ville, le MARDI 30 mars 1886, à midi, la propriété décrite ci-dessous, à savoir:

Deux certains lots de terre avec toutes les bâtisses et améliorations qui s'y trouvent, situés dans le Quatrième District de cette ville, dans l'Ilet borné par les rues Prytanée, Laurel, Constance et St Andrée, désignés par les numéros un et deux en commençant au pan coupé en face de l'angle Charles Stringer, ancien notaire, le 6me jour d'octobre 1869.

Les dits lots mesurent comme suit : Le lot numéro un forme l'encoignure des rues Ste Marie et Laurel et mesure trente-sept pieds cinq pouces de front sur la rue Laurel sur toute la profondeur et de cinquante-huit pieds un pouce et six lignes; et le lot numéro deux touche au lot numéro un et mesure vingt-quatre pieds neuf pouces de face à la rue Laurel sur une profondeur de cinquante-huit pieds un pouce et six lignes.

Etant la même propriété que la dite Mme Marie Shaeffner (Shaeffner) a acquise de Tardy et autres, conformément à un acte passé pardevant Charles Stringer, ancien notaire, en date du 6 octobre 1869.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions, comptant sur les lieux.

THOMAS DUFFY,

Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.

3 mars—3,10,17,24,31—avril 3

ANNONCE JUDICIAIRE.

James B. Mitchell vs. John Davidson et al

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans. No 16,469—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'encan, à la Bourse d'Echange Arcade, rue Magazine, entre la rue Gravier et le Natchez Alley, dans le Premier District de cette ville, le MARDI, 20 avril 1886, à midi, de la propriété ci-après décrite, à savoir:

Deux certains lots de terre situés dans le Premier District de cette ville, dans l'Ilet borné par les rues New Levee, Girod, Fulton et Notre Dame, désignés sur un certain plan nommé comme plan de J. A. Beard, dûment certifié par Hugh Grant, alors voyer de la municipalité numéro deux, par les numéros cinq et cinq et demi, ayant les dimensions respectives suivantes, à savoir:

Le lot numéro quatre mesure vingt-trois pieds huit pouces et six lignes de face à la rue dite New Levee, et vingt-trois pieds huit pouces et cinq lignes de face à la rue Girod, sur une profondeur de cent vingt pieds dix pouces et trois lignes sur la ligne qui le divise du lot numéro trois et cent vingt-et-un pieds sur la ligne qui le divise du lot numéro cinq, et le lot numéro cinq mesurant trente pieds onze pouces et trois lignes de face à la rue New Levee et cinq lignes de face à la rue Girod sur une profondeur de cent vingt-deux pieds sur la ligne qui la sépare du lot numéro six, le tout un pied amélioré.

Acquis par les défendeurs de Mme Henriette Davidson, par acte passé pardevant Wm J. Castell, ancien notaire, le 2 juillet 1884.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant sur les lieux.

THOMAS DUFFY,

Shérif Civil de la Paroisse d'Orléans.

10 mars—10,15,20 21

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans.—Jugement a été rendu par cette Cour dans l'affaire ci-après, intitulée dans le langage et avec les chiffres suivants, savoir: Lucie Huet Herbelin vs. Jules Herbelin.—No 16,586.—Sur motion de F. L. Fourchy, avocat de la demanderesse et sur la preuve fournie à la Cour à l'appui de la demande de la demanderesse la loi et le témoignage étant en sa faveur. Il est ordonné, adjugé et décrété que le jugement par défaut enregistré, le 4 février 1886, soit maintenant confirmé et final, et, conformément à un tel jugement en faveur de la demanderesse, Lucie Huet Herbelin et contre le défendeur Jules Herbelin, son époux, décrétant une dissolution de la communauté des biens et acquets, et une séparation de propriété entre eux dès et à partir de la date de la dite demande qu'il y ait jugement contre son dit époux, Jules Herbelin, le défendeur, pour la somme de deux mille cinq cents piastres, avec intérêt légal du 19 avril 1879, jusqu'à parfait paiement et les frais du procès.

(Signé le 23 février 1886.)

W. T. HOUSTON, Juge.

En foi de quoi j'ai apposé ici ma signature et le sceau de la Cour Civile de District pour la Nouvelle-Orléans, ce 13me jour de mars, de l'année dix huit cent quatre-vingt-six.

CHAS. T. PARENT,

Député-Greffier.

18 mars—3f en dix jours.

ANNONCE JUDICIAIRE.

John McCloskey vs. Norfiet Johnson.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans, No 16,409—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District, pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je vendrai au plus fort enchérisseur, le SAMEDI, 3 avril 1886, à midi, à la Bourse d'Echange et l'Arcade, rue Magazine, entre Gravier et Natchez Alley, en la ville de la Nlle-Orléans, la propriété décrite ci-dessous, à savoir:

Deux terrains situés et se trouvant dans le Premier District de cette ville, dans l'Ilet borné par les rues Commerce, Gravier, Loyez et Salcedo, et désignés par les numéros neuf et dix, conformément à un plan fait par Castalan Cellès, en date du 20 mars 1866, et déposé comme référence au bureau de Recorder, lesquels terrains mesurent comme suit: Le dit numéro neuf, trente pieds onze pouces et trois lignes de front sur la rue Loyez, et le lot numéro dix, trente pieds onze pouces de face à la dite rue Loyez, sur une profondeur égale de cent vingt pieds dix pouces et trois lignes sur la ligne qui les divise du lot numéro trois et cent vingt-et-un pieds un pouce et cinq lignes de la ligne qui le sépare du lot numéro six, le tout un pied amélioré.

Acquis par les défendeurs de Mme Henriette Davidson, par acte passé pardevant Wm J. Castell, ancien notaire, le 2 juillet 1884.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant sur les lieux.

THOMAS DUFFY,

Shérif Civil de la paroisse d'Orléans.

10 mars—10,15,20 21

AVIS DE SUCCESSION.

Succession de Henry Bowman.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans, No. 17,221—Division D—Attendu que Mme Vve Henry Bowman a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Henry Bowman, décédé intestat; Ces sont pour le présent donner à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire dans les dix jours les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

W. J. McGEEHAN, Greffier.

16mars—16,23,30 avr6,13,17

Succession de Daniel O'Regan.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans—No. 17,234—Division D. Attendu que Daniel O'Regan a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres l'exécuteur testamentaire daffié dans la succession du Daniel O'Regan, décédé intestat. Avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire dans les dix jours les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

W. J. McGEEHAN, Greffier.

21 mars—21,26,30.

Succession de John Dinnies.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans—No 14,160—Division A—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons s'ils en ont pour empêcher le compte provisoire présenté par Joseph Durighmand, exécuteur testamentaire de cette succession, ne soit pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la cour.

W. J. McGEEHAN, Greffier.

20 mars—20,24,28.

Succession de Eben W. Dorr.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 17,138—Division A—Attendu que Charles Tardy a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Eben W. Dorr, décédé intestat. Avis est par le présent donné à tousceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

W. J. McGEEHAN, Greffier.

18 mars—18,23,27

Succession de Charles Feinour.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No. 17,160—Division C—Attendu que J. S. Wiltz, jr., Administrateur provisoire de cette succession a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Charles Feinour, décédé intestat; Avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire dans les dix jours les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

W. J. McGEEHAN, Greffier.

6mars—6,11,24.

ANNONCES JUDICIAIRES

VENTES PAR LE SHERIF.

ANNONCE JUDICIAIRE.

ANNONCE JUDICIAIRE.

Mme Marsha Ann Case, veuve de Dan Carlos Case, vs. la succession de J. E. Hickock.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans, No 16,098—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je procéderai à la vente à l'encan, sur les lieux ci-après désignés, le LUNDI, 22 mars 1886, à 10 heures A. M., de la propriété décrite ci-dessous, à savoir:

Un lot de meubles de maison, effets mobiliers divers, etc., contenu dans le local No369 rue des Magasins, conformément à un inventaire enregistré dans mon bureau.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant sur les lieux.

THOMAS DUFFY,

Shérif Civil de la paroisse d'Orléans.

10 mars—10,15,20 21

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans.—Jugement a été rendu par cette Cour dans l'affaire ci-après, intitulée dans le langage et avec les chiffres suivants, savoir: Lucie Huet Herbelin vs. Jules Herbelin.—No 16,586.—Sur motion de F. L. Fourchy, avocat de la demanderesse et sur la preuve fournie à la Cour à l'appui de la demande de la demanderesse la loi et le témoignage étant en sa faveur. Il est ordonné, adjugé et décrété que le jugement par défaut enregistré, le 4 février 1886, soit maintenant confirmé et final, et, conformément à un tel jugement en faveur de la demanderesse, Lucie Huet Herbelin et contre le défendeur Jules Herbelin, son époux, décrétant une dissolution de la communauté des biens et acquets, et une séparation de propriété entre eux dès et à partir de la date de la dite demande qu'il y ait jugement contre son dit époux, Jules Herbelin, le défendeur, pour la somme de deux mille cinq cents piastres, avec intérêt légal du 19 avril 1879, jusqu'à parfait paiement et les frais du procès.

(Signé le 23 février 1886.)

W. T. HOUSTON, Juge.

En foi de quoi j'ai apposé ici ma signature et le sceau de la Cour Civile de District pour la Nouvelle-Orléans, ce 13me jour de mars, de l'année dix huit cent quatre-vingt-six.

CHAS. T. PARENT,

Député-Greffier.

18 mars—3f en dix jours.

ANNONCE JUDICIAIRE.

John McCloskey vs. Norfiet Johnson.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans, No 16,409—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable Cour Civile de District, pour la paroisse d'Orléans, dans l'affaire ci-dessus, je vendrai au plus fort enchérisseur, le SAMEDI, 3 avril 1886, à midi, à la Bourse d'Echange et l'Arcade, rue des Magasins, entre la rue Gravier et le Passage Natchez (Natchez Alley), dans le Premier District de cette ville, MARDI, 13 avril 1886, à midi, la propriété décrite ci-dessous, à savoir:

Deux terrains situés et se trouvant dans le Premier District de cette ville, dans l'Ilet borné par les rues Commerce, Gravier, Loyez et Salcedo, et désignés par les numéros neuf et dix, conformément à un plan fait par Castalan Cellès, en date du 20 mars 1866, et déposé comme référence au bureau de Recorder, lesquels terrains mesurent comme suit: Le dit numéro neuf, trente pieds onze pouces et trois lignes de front sur la rue Loyez, et le lot numéro dix, trente pieds onze pouces de face à la dite rue Loyez, sur une profondeur égale de cent vingt pieds dix pouces et trois lignes sur la ligne qui les divise du lot numéro trois et cent vingt-et-un pieds un pouce et cinq lignes de la ligne qui le sépare du lot numéro six, le tout un pied amélioré.

Acquis par les défendeurs de Mme Henriette Davidson, par acte passé pardevant Wm J. Castell, ancien notaire, le 2 juillet 1884.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant sur les lieux.

THOMAS DUFFY,

Shérif Civil de la paroisse d'Orléans.

10 mars—10,15,20 21

AVIS DE SUCCESSION.

Succession de Henry Bowman.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans, No. 17,221—Division D—Attendu que Mme Vve Henry Bowman a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Henry Bowman, décédé intestat; Avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

W. J. McGEEHAN, Greffier.

16mars—16,20,25.

Succession de William B. Koontz.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans.—No. 13,404—Division "E"—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons s'ils en ont pour empêcher le compte final présenté par Mme veuve William B. Koontz, administratrice de cette succession, ne soit pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

W. J. McGEEHAN, Greffier.

16 mars—16,20,25.

Succession de Joseph A. Quintero.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans, No 17,140—Division A—Attendu que Lamar C. Quintero a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de Joseph A. Quintero, decédé intestat; Avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire dans les dix jours les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

W. J. McGEEHAN, Greffier.

14 mars—14 19 23

Succession de Mme Bridget Casey, femme de John Lane.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans.—No 16,255—Division C—Attendu que Patrick Casey a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Mme Bridget Casey, femme de John Lane, décédée intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire,